Pourtant on nous demande: "Que faisons-nous en Afrique?"
Essentiellement, le Canada ne peut se permettre de s'isoler d'un phénomène qu'André Malraux a décrit avec justesse comme l'une des plus importantes étapes de l'histoire du XX^e siècle, celle de l'accession de centaines de millions d'Africains à l'autonomie et à l'indépendance. Nous sommes un peuple ouvert sur l'extérieur et tenu de l'être parce que notre existence même en dépend. Si nous tournons nos regards vers l'Est, nous y voyons l'Afrique tout aussi bien que l'Europe.

Nos deux langues officielles sont les deux langues européennes les plus utilisées en Afrique; la politique linguistique du Gouvernement est donc un atout sur ce continent. De plus il semble que le caractère bilingue du Canada est bien reflété dans la répartition linguistique des jeunes Canadiens qui oeuvrent en Afrique. J'ajouterais que le Canada a atteint un degré élevé de compétence technique; or, la technologie est un des éléments essentiels du développement.

Même si le baume du temps a quelque peu relâché les tensions entre les nouveaux États africains et leurs anciens maîtres, dans bon nombre de cas les gouvernements de ces États préfèrent toujours traiter avec un pays comme le Canada, sans passé colonial. D'ailleurs, j'ai le sentiment personnel que nous n'avons pas toujours su répondre à l'attente des pays africains. Pour reprendre le mot d'ordre de Madison Avenue, "nous devons faire mieux" et c'est mon intention.

Je veux maintenant broser les grandes lignes du cadre politique et culturel de la diplomatie canadienne en Afrique.

Au cours des années cinquante, la participation du Canada aux travaux des Nations Unies et du Commonwealth a constitué un élément fondamental de notre politique extérieure. Notre participation à la Francophonie est venue s'y ajouter pendant les années soixante. Les liens multilatéraux entre le Canada et les États africains, créés à la faveur de notre présence au sein de ces divers organismes nous ont naturellement amenés à développer nos relations bilatérales.

Aujourd'hui, nos relations avec l'Afrique entrent peut-être dans une phase nouvelle. Nous devons continuer d'appuyer les trois organismes multilatéraux que je viens de mentionner. D'autre part, nous ne pouvons nous permettre de considérer les États africains comme de simples prolongations de certaines des institutions multilatérales dont nous faisons respectivement partie.

Je tiens à souligner qu'il est maintenant essentiel pour nous de